



## INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE

Date: 23 Juillet 2015

**Pays:** Brazzaville (République du Congo)

**Description de la mission:** Etude sur l'actualisation et l'harmonisation des textes juridiques régissant le commerce intérieur.

Dans le cadre du projet «d'Appui à la mise en œuvre de la politique nationale du commerce intérieur», le Programme des Nations Unies pour le Développement, recrute un **Consultant national, spécialiste des questions juridiques ayant des connaissances dans le domaine du commerce intérieur** pour :

1. Etablir une liste des textes juridiques en vigueur, régissant le commerce intérieur;
2. Faire le point des éléments de caducité et de disharmonie des textes entre eux et face au droit OHADA, ainsi qu'aux textes de l'OMC et de la CEMAC ;
3. Proposer un schéma d'orientation des réformes à réaliser en vue de l'adaptation et de l'harmonisation des textes ;
4. Proposer des avant-projets de textes de lois et de règlements destinés à adapter et à harmoniser le cadre juridique du commerce intérieur.

**Projet:** Projet d'Appui à la mise en œuvre de la politique nationale du commerce intérieur

**Durée:** 90 Jours

Les propositions doivent être déposées à l'adresse suivante « **Bureau du PNUD à Brazzaville, Angle Avenue Foch/Rue Behagle** » ou envoyées à l'adresse [ic.soumission.cg@undp.org](mailto:ic.soumission.cg@undp.org), au plus tard **le 03 Août 2015**. Toute demande de clarification devra se faire par écrit. L'unité chargée des Achats répondra par écrit et des copies de cette réponse seront envoyées à tous les candidats en intégrant les explications faisant suite à la demande de clarification demandée, sans que la source ne soit précisée.

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

## 1. BACKGROUND

La République du Congo affiche l'ambition de devenir pays émergent à l'horizon 2025 à travers la vision stratégique du Président de la République exprimée dans son projet de société « le Chemin d'Avenir ». Cette vision a été déclinée dans un cadre de planification stratégique (DSCERP 2012-2016). La stratégie définie vise à renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions, diversifier l'économie pour une croissance inclusive. Dans le but d'opérationnaliser cette stratégie, une politique sectorielle a été élaborée par le Ministère du Commerce et des Approvisionnements (MCA) avec l'appui des partenaires au développement. Laquelle politique s'intitule Plan National du Développement du Commerce (PNDC). Parmi les mesures retenues dans ce plan, figure l'amélioration du cadre législatif et réglementaire régissant le commerce.

En effet, la réglementation commerciale actuelle est caractérisée par certaines insuffisances qui entraînent le dysfonctionnement du secteur dont principalement :

le manque de cohérence des textes ;

la caducité de certains textes ;

le manque de décrets d'application pour certaines lois ;

le caractère redondant et épars de nombreux textes;

le manque de textes spécifiques de régulation de certaines activités commerciales;

l'existence de textes aux dispositions contraires au droit OHADA.

Pour aider le Gouvernement du Congo à résoudre ces problèmes, le MCA a signé le 2 avril 2015 un Plan de Travail Annuel (PTA) avec le PNUD, en vue de l'appuyer dans la mise en œuvre de la politique nationale du développement du commerce. Le PTA prescrit de réaliser une étude sur l'actualisation et l'harmonisation de la réglementation du commerce intérieur.

A cet effet, le Gouvernement de la République du Congo envisage d'utiliser une partie des sommes allouées au titre de ce projet pour la rémunération des services d'un consultant national chargé de réaliser une étude sur l'actualisation et l'harmonisation des textes juridiques régissant le commerce intérieur.

### **OBJECTIFS ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

L'objectif principal de l'étude est d'actualiser et d'harmoniser le cadre législatif et réglementaire régissant le secteur du commerce intérieur.

### **ANCRAGE INSTITUTIONNEL**

Ministère du Commerce et des Approvisionnements

## 2. CHAMP D'APPLICATION DU TRAVAIL, RESPONSABILITES ET DESCRIPTION DES TRAVAUX D'ANALYSE PROPOSES.

Sous la supervision du Directeur Général du Commerce Intérieur, le consultant réalisera les tâches suivantes:

- Identification, avec l'aide des services du Ministère et par ses propres ressources, de l'ensemble des textes juridiques nationaux (lois et règlements) et internationaux (traités et conventions) régissant le commerce intérieur et ayant une incidence sur le commerce, de la colonisation à nos jours et en établir la liste (textes de la période coloniale jusqu'à nos jours) ;
- Analyse approfondie du contenu de l'ensemble des textes en vue d'en établir les éléments de

caducité inadaptes et de leur disharmonie ;

- Proposition des axes des réformes à recommander en vue de l'adaptation et l'harmonisation de l'ensemble du cadre juridique du commerce intérieur ;
- Elaboration des avant-projets de textes relatifs à la réforme du cadre juridique du commerce intérieur (lois et règlements d'application).

Pour des informations détaillées, se référer aux Termes De Références – Annexe 1.

### 3. EXPERIENCE ET QUALIFICATIONS

#### I. Qualifications Académiques:

- Diplôme d'études supérieures (BAC + 5 ou équivalent) en droit, sciences politiques, administration générale, commerce et gestion.

#### II. Années d'Expérience:

- Au minimum huit (8) années d'expérience professionnelle, dont trois (3) dans le domaine de l'enseignement, l'analyse et l'interprétation ou l'élaboration des textes juridiques,
- Avoir une expérience professionnelle dans le domaine des textes règlementant l'économie, le commerce et les affaires (PME, industrie, télécommunication, transport, etc.).
- Avoir une expérience avec les Nations Unies ;

#### III. Compétences:

##### Compétences Organisationnelles:

- Faire preuve d'intégrité en promouvant les valeurs de l'ONU et des normes éthiques;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD;
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel;
- Traiter toutes les personnes équitablement, sans favoritisme.

##### Compétences Fonctionnelles:

- Bonne connaissance de l'environnement social, politique et administratif du pays;
- Très bonne connaissance écrite et orale du français. La connaissance de l'anglais constitue un atout.
- Avoir la connaissance de l'outil informatique, singulièrement la maîtrise des logiciels requis pour la bonne exécution de sa mission, notamment le WORD et le POWERPOINT.

### 4. DOCUMENTS A INCLURE DANS LA PROPOSITION

Les consultants individuels intéressés doivent soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications:

#### 1. Une Proposition Technique qui comprend :

(i) *une lettre de motivation* expliquant pourquoi il est le meilleur candidat pour la mission; cette lettre devra fournir des informations sur le consultant, ainsi qu'une description sommaire des activités présentes du soumissionnaire. L'information devra se concentrer sur les services ayant un rapport avec les stratégies de développement.

(ii) *la note méthodologique* sur la façon dont le consultant va aborder et mener la mission. Celle-ci proposera la manière de faire ainsi que les livrables attendus de chacune des phases, le temps y attribué et les moyens impartis à la réalisation des différentes activités prescrites ;

(iii) *Le planning d'exécution* : Il s'agit du document de programmation de la mission accompagné d'un plan de travail et du calendrier d'intervention pour chaque étape de réalisation des activités

## 2. Proposition Financière.

3. **P11/CV incluant l'expérience acquise** dans des projets similaire et au moins 3 références (noms, email, N° de téléphone fonctionnels).

## 5. LIVRABLES ET MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations demandées au consultant s'articulent autour de la livraison du produit suivant :

- version définitive de la stratégie nationale de développement durable revue, intégrant l'ensemble des observations et amendements proposés.

Les honoraires du consultant seront réglés conformément à la grille du PNUD, et ce comme suit :

Paie ment	Montant	Livable
1 <sup>er</sup> versement	20 %	Après acceptation par le PNUD du rapport de démarrage
2 <sup>ème</sup> versement	50 %	Après livraison et validation du rapport d'analyse approfondie des textes en vigueur régissant le commerce intérieur, dégageant les facteurs d'inadaptation et de disharmonie du cadre juridique du commerce intérieur et les axes des reformes recommandées en vue d'y remédier
3 <sup>ème</sup> versement	30 %	Après à la remise et la validation des avant-projets de textes de réforme du cadre juridique du commerce intérieur et du rapport final de la mission validé par les parties prenantes, notamment l'unité de coordination du Projet, le PNUD et autres partenaires impliqués dans le suivi de l'étude

## 6. PROPOSITION FINANCIERE

### • Les contrats Forfaitaires

La proposition financière doit spécifier un montant forfaitaire total et les modalités de paiement liées à des livrables quantitatifs et qualitatifs précis et mesurables (ex: si les paiements en plusieurs versements ou à la fin du contrat). Les paiements sont basés sur la production ou la livraison des services spécifiés (livrables) dans les TDRs.

Afin d'aider l'unité demandeuse dans la comparaison des propositions financières, la proposition financière comprendra une ventilation de ce montant forfaitaire (y compris les honoraires, les déplacements (voyages), les indemnités journalières (DSA), et le nombre de jours ouvrables prévus).

## 7. EVALUATION

Les consultants individuels seront évalués sur la base de la méthode suivante:

Prix le plus bas et offre techniquement conforme

Le contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée à la fois comme:

a) recevable / compatible / acceptable, et

b) offrant le plus bas prix / coût

"Recevable / compatible / acceptable» peut être défini comme répondant pleinement aux TDRs.

Critères spécifiques de la soumission

\* Poids des critères techniques : 70%

\* Poids des critères financiers : l'offre financière la moins élevée

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points seront considérés pour l'évaluation financière

Évaluation technique		Note maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
1.	<b>Critère 1 :</b> Qualification être titulaire d'un diplôme universitaire (au moins BAC + 5) en droit, sciences politiques, administration générale, commerce et gestion.	15					
2.	<b>Critère 2 :</b> Expérience <ul style="list-style-type: none"> <li>Au minimum huit (8) années d'expérience professionnelle, dont trois (3) dans le domaine de l'enseignement, l'analyse et l'interprétation ou l'élaboration des textes juridiques,</li> <li>Avoir une expérience professionnelle dans le domaine des textes réglementant l'économie, le commerce et les affaires (PME, industrie, télécommunication, transport, etc.).</li> </ul>	45					
3.	<b>Critère 3 :</b> Plan de travail, Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDRs	35					
4.	<b>Critère 4 :</b> Expérience avec les Nations Unies	05					
<b>Total</b>		<b>100</b>					
<b>Évaluation Financière</b>		<b>Offre la plus basse</b>					

## ANNEXES

ANNEXE 1- TERMES DE REFERENCES (TDR)

ANNEXE 2- INDIVIDUAL CONSULTANT GENERAL TERMS AND CONDITIONS